

LIBREVILLE, 20 octobre (Infosplusgabon) - Les dirigeants des banques publiques de développement ont souligné mercredi la nécessité impérieuse de renforcer la résilience des pays fragiles et d'accroître la capacité des pays africains à lutter durablement contre les émissions mondiales. Soulignant la nécessité de forger des liens de coopération encore plus solides, ils ont déclaré que le troisième sommet « Finance en commun », tenu pour la première fois en Afrique, serait la preuve de l'engagement à réduire la pauvreté et à « préparer l'avenir » de la planète.

Le sommet, qui s'est ouvert à Abidjan mercredi, la capitale économique ivoirienne, intervient dans un contexte marqué par la juxtaposition de crises mondiales : la pandémie de Covid-19, le changement climatique et la guerre de la Russie en Ukraine. Ces crises frappent durement plusieurs parties du monde et plus particulièrement l'Afrique.

Le sommet se tient à moins d'un mois de la conférence climatique des Nations unies, la COP27, qui aura lieu dans la ville égyptienne de Charm el-Cheikh.

La Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement coorganisent ce sommet sous le thème « Une transition verte et juste pour une reprise durable ». Le sommet met en lumière le rôle des banques publiques de développement dans le soutien à la transformation des économies et des systèmes financiers vers la durabilité.

Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre ivoirien Patrick Achi a déclaré qu'il avait « d'énormes attentes » pour l'Afrique et son pays, le plus grand pays producteur mondial du cacao utilisé par l'industrie chocolatière, un secteur de plusieurs milliards de dollars. Il a reconnu qu'une reprise socioéconomique et des progrès étaient survenus ces dernières années dans le pays.

Le Premier Ministre Achi a exhorté la coalition des banques publiques de développement à faire davantage pour soutenir le secteur privé et développer les énergies renouvelables. Il a enjoint les organisateurs de Finance en commun à veiller à ce que la réunion d'Abdjan ne soit pas «

simplement un sommet de plus », mais plutôt un sommet au cours duquel des engagements fermes seront pris.

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, a déclaré qu'un continent confronté à la fuite des capitaux hors des marchés émergents et à l'augmentation du coût du service de la dette, et dans lequel se trouvent neuf des dix pays les plus vulnérables au changement climatique, avait besoin que ses bailleurs de fonds « aillent plus loin ». Ces États fragiles dépendent du Fonds africain de développement, le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement.

« C'est pourquoi, ensemble, dans le cadre de la Finance en commun, nous devons faire davantage pour mettre en commun nos ressources et tirer parti des réserves de capitaux du secteur privé pour le financement climatique... Nous devons tout mettre en œuvre pour assurer les transitions énergétiques, tout en reconnaissant les besoins spécifiques des pays en développement », a déclaré M. Adesina.

La Banque africaine de développement a créé le Guichet d'action climatique dans le cadre de la 16e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement. Ce guichet permettra de mobiliser jusqu'à 13 milliards de dollars à terme pour les pays africains à faible revenu. « Nous devons exercer un effet de levier. Nous devons orienter les financements privés afin de compléter tous nos efforts », a souligné M. Adesina.

Le président de la Banque européenne d'investissement, Werner Hoyer, a déclaré que les banques publiques de développement, qui gèrent actuellement plus de 23 000 milliards de dollars d'actifs, ont un rôle particulier à jouer en se faisant les championnes des actifs tournés vers l'avenir afin de « sécuriser l'avenir » de la planète. « Nous devons aller plus loin », a-t-il déclaré, appelant à « des solutions, des dispositifs et des initiatives mondiales qui protègent les plus vulnérables. »

Les appels de M. Adesina et de M. Hoyer ont été relayés par le président de Finance en commun et directeur général de l'Agence française de développement, M. Rémy Rioux, par le gouverneur de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, M. Carlo Monticelli, et par le président du Fonds international de développement agricole (FIDA), M. Alvaro Lario.

M. Rioux a déclaré que ce n'est pas une coïncidence si le mouvement « Finance en commun » est né en pleine crise mondiale. Les banques publiques de développement étaient en première ligne pour apporter des solutions aux crises mondiales actuelles et mobiliser des financements afin que personne ne soit laissé pour compte.

« Je rêve d'une architecture globale et homogène de toutes les institutions financières publiques... qui serait clairement guidée par le double mandat de financer les plus vulnérables et de mobiliser le plus grand nombre d'acteurs et de financiers pour le développement durable. »

M. Lario a déclaré que les conditions mondiales actuelles constituaient un « appel clair » à l'action. « Nous ne pouvons pas continuer à nous laisser balloter de crise en crise. Cela doit commencer par les petits producteurs qui sont au cœur des systèmes alimentaires mondiaux », a-t-il déclaré. Il a souligné que le soutien de la coalition aux investissements dans l'alimentation et l'agriculture était de première importance.

Le président-directeur général du Centre mondial pour l'adaptation, M. Patrick Verkooijen, a évoqué le besoin urgent de continuer à mobiliser des financements pour les efforts d'adaptation de l'Afrique. « La communauté internationale est à la croisée des chemins. Si tout échoue, tous les acquis de la COP26 seront perdus. »

Les participants à la séance plénière d'ouverture ont également entendu des messages vidéo de la secrétaire générale adjointe des Nations unies, Amina J. Mohammed et du président de la Banque islamique de développement, M. Muhammad Sulaiman Al Jasser. « Les banques multilatérales de développement ont besoin de réformes systémiques plus profondes », a déclaré Mme Mohammed, appelant la coalition à unir ses forces pour multiplier son impact et à travailler ensemble pour aligner leurs mandats sur les Objectifs de développement durable et sur l'Accord de Paris.

Neuf événements dans le cadre du sommet portent sur le financement en commun de la résilience et de l'adaptation, des infrastructures vertes et de qualité, de la santé et de la protection sociale.

La coalition « Finance en commun » regroupe plus de 520 banques publiques de

développement à travers le monde. Le sommet a rassemblé leurs représentants ainsi que des organisations internationales et régionales, le secteur privé, des organisations philanthropiques, la société civile et des universitaires, rappelle-t-on.

FIN/INFOSPLUSGABON/ILC/GABON2022

© Copyright Infosplusgabon